

4 - Débat d'Orientation Budgétaire

Groupe communiste – BENATRE Marie-Annick

Madame le Maire, cher-e-s collègues,

L'an passé, à cette même époque, les groupes de notre majorité municipale déclaraient ensemble publiquement : « Nous n'acceptons pas le projet de réforme de baisses de dotations du gouvernement. S'il devait être maintenu en l'état, ce serait conduire les collectivités, notre collectivité, à l'asphyxie budgétaire. Ce serait remettre en cause le soutien à l'économie locale et à l'emploi, pénaliser les associations, les acteurs de la vie locale, remettre en cause l'emploi public et la qualité du Service Public, le soutien aux populations défavorisées. Et d'ajouter : « les groupes de la majorité municipale demandent au gouvernement qu'il réoriente sa politique budgétaire en faveur des collectivités. » .

Comme nous, d'autres collectivités, très nombreuses, ont affirmé l'exigence d'un réexamen du plan de réduction des dotations du gouvernement Hollande/Valls.

Ensemble, nous sommes parvenu au report de la réforme de la Dotation Globale de Fonctionnement et à une réduction d'1 milliard d'€ de la ponction prévue sur le bloc communal. Pascal Bolo l'a rappelé.

Mais, force est de constater que c'est toujours la même politique d'austérité qui est à l'œuvre. Parce qu'elle est injuste et inefficace, parce que nous avons la capacité à faire bouger les lignes, ensemble, avec nos concitoyennes et concitoyens, nous devons poursuivre et amplifier nos efforts, nous devons multiplier les actions pour faire grandir le rapport de force en faveur d'une autre politique.

Il y a d'autant plus urgence que ce quinquennat aura été celui d'un transfert inédit de fiscalité. En effet, le choix exclusif d'une politique de réduction du soit disant « coût » du travail fait dès 2012 nous a même fait totalement oublier que c'est le travail et lui seul qui est à l'origine de la production de la valeur ajoutée dans l'entreprise.

Cette politique a conduit à diminuer de plus de 30 milliards d'€ les prélèvements sur les

entreprises, à augmenter de 20 milliards d'€ les prélèvements sur les ménages et à ponctionner les collectivités de 18 milliards d'€.

A l'échelle de la Ville de Nantes, c'est un total de 22 millions d'€ supprimés dans la période 2014/2017.

Et cela pour la mise en œuvre, entre autre, du Crédit Impôt Compétitivité des Entreprises (CICE), devenu caricatural tant la logique est absurde et l'inefficacité avérée.

Je n'y reviens pas , mon collègue Robin Salecroix vient de l'évoquer.

Comment s'étonner dans ces conditions que le chômage ne recule pas, que la précarité se développe, que les inégalités grandissent, que pauvreté et misère gangrène notre pays. On compte 2,8 millions de salariés privés d'emplois .

En Pays de la Loire, 1 ligérien sur dix vit dans la pauvreté, ils ont 130 000 en Loire Atlantique, soit 10 % de la population. 14 % des enfants de la région soit 120 000 sont en situation de pauvreté.

Comment s'étonner d'une telle situation quand l'investissement des collectivités a baissé de 25 % !

De ce point de vue, notre prévision d'investissement de 61 millions d'€ atteste que, malgré la complexité de l'exercice, nous portons notre projet de territoire avec ambition.

Si nous avons quelques incertitudes sur les dotations à venir, notre stratégie financière conduit à un faible endettement de 4,3 années, en dessous de la moyenne de la strate. Il nous autorise quelques marges de manœuvre sur l'emprunt, d'autant que les taux restent bas et que l'épargne brute, stabilisée à 8 %, permet un autofinancement conséquent.

Avec près de 55 millions d'€ d'investissements réalisés en 2016, nous atteignons un taux de réalisation de plus de 90 % (58 millions au budget primitif) qui atteste de la sincérité et de la crédibilité de notre budget 2016, n'en déplaise à l'opposition.

Pour 2017, qu'il s'agisse de l'extension de la restauration de l'école primaire Ampère, de la cuisine centrale du Peray, de l'entretien du patrimoine, des travaux de réfection des piscines municipales, de ceux des équipements sportifs, de la rénovation des bains douches, de la mise en œuvre d'une maison de la bande dessinée... Ces investissements

sont une contribution directe à la croissance, à la création de richesse, sont autant de commandes pour les entreprises, autant d'emplois créés pour nos concitoyennes et concitoyens, autant de moyens de sortie de crise.

D'un même pas, nous répondons aux défis de l'Éducation, de la Petite Enfance, de la Solidarité, l'Innovation, de la Santé, la Culture, de la Transition Écologique, aux défis d'une politique de gauche.

Comme nous voulons répondre à l'ambition d'un Service Public efficace, de qualité, au service de tous les habitants. Conformément à notre demande, le « Groupe de Travail Dialogue Ressources Humaines » a examiné avec précision la situation en terme de moyens humains et financiers, de postes et d'emplois.

Nous nous félicitons de constater que notre vision du Service Public soit validée par des créations de postes, comme en atteste l'évolution de la masse salariale. Parce que contrairement à ce que nous avons entendu des candidats à la primaire de la droite, nous, nous ne connaissons pas de postes de fonctionnaires inutiles !

Alors oui, il faut changer de paradigme. Pas pour conduire une politique idéologiquement réactionnaire, économiquement ultra libérale comme le promet le candidat de la droite à l'élection présidentielle, mais changer de paradigme pour une politique véritablement à gauche, qui réponde aux défis de la société, aux besoins de nos concitoyennes et concitoyens, comme le fait notre majorité avec détermination.

Merci de votre attention.